

Pas de République sans le Service Public

Afin de garantir l'égal accès de tous, en tout point du territoire, aux droits et biens essentiels, le service public des trois versants de la Fonction Publique - État, hospitalière et territoriale - doit se réaliser dans les meilleures conditions d'impartialité, de neutralité, de sécurité, de qualité et d'efficacité.

À la différence du marché, qui a pour seul objet la recherche de profits privés, les services publics, eux, sont le cœur de la République. Ils sont les garants de la cohésion sociale.

Ils concourent à l'exercice des droits fondamentaux et à la lutte contre les inégalités en incarnant la différence fondamentale entre l'idée de bien commun et celle de rentabilité.

Le service public est, avec la protection sociale collective, au centre de la conception solidaire et égalitaire de la République que FORCE OUVRIERE défend.

Services publics attaqués, République fragilisée :

- Les citoyens n'ont jamais démenti leur besoin de services publics gérés dans le respect des principes d'égalité, de neutralité, de continuité et de proximité.
- Pour autant, ces dernières années, les services publics, la Fonction Publique, les missions publiques, les fonctionnaires et les agents publics n'ont jamais été autant attaqués. Quand il ne s'agit pas de les faire disparaître purement et simplement.
- La Révision générale des politiques publiques (RGPP), la Réforme de l'administration territoriale de l'État (RéATE), la Modernisation de l'action publique (MAP), la loi Hôpital, patients, santé, territoires, l'acte III de décentralisation, les budgets de rigueur et d'austérité, les fusions imposées comme celles des services des impôts et du Trésor public ou créant Pôle emploi et les Agences régionales de santé, le changement de statut de La Poste, les privatisations et les ouvertures

à la concurrence de missions publiques, etc., illustrent ces attaques.

L'émergence de partenariats public/privé et le transfert de missions publiques au secteur privé démontrent les velléités des pouvoirs publics à les amplifier. Sous la pression du libéralisme économique, le service public serait devenu indésirable.

- En 2011, dans son document intitulé « Livre noir de la RGPP », FORCE OUVRIERE a mis en évidence les impacts néfastes de ces contre-réformes pour tous les usagers.



Dès l'origine, FORCE OUVRIERE a pris position, a condamné et combattu ces réformes.

➤ La qualité des services publics, leurs compétences respectives, leurs équipements et leur opérabilité territoriale, administrative, scientifique, technique ou de contrôle constituent des atouts d'attractivité et de créations d'emplois pour toute l'économie française. La recherche, l'innovation et l'ingénierie publiques aident au développement de tout le territoire et de tous les secteurs privés.

➤ Beaucoup de pays envient cet ancrage territorial, ce contact de l'action publique avec la réalité du terrain.

➤ Depuis ces six dernières années, le service public de proximité a subi une véritable hécatombe avec des fermetures de services dans les hôpitaux (12%), de maternités (6%), de commissariats (12%), de gendarmeries (21%), de tribunaux (39%),

de classes, d'écoles, de bases militaires, de centres des douanes, etc.

➤ Les Directions départementales inter-ministérielles ont perdu 25% d'effectifs en quatre ans. Des suppressions de trésoreries et de sous-préfectures sont programmées. Les implantations territoriales des établissements publics sont également victimes des réductions d'effectifs et de moyens. Il en est de même avec La Poste, qui au niveau de chaque département a supprimé 45% de ses implantations en dix ans et avec Pôle emploi, qui supprime des implantations locales.

➤ En 2014, FORCE OUVRIERE le met en évidence dans un « ABCDaire de la désertification des services publics ».



Les fonctionnaires et les usagers souffrent :

➤ Le débat sur les besoins et les missions des services publics, ainsi que sur les ressources fiscales nécessaires n'a jamais eu lieu. FORCE OUVRIERE n'a de cesse de le revendiquer depuis des années.

➤ Le but affiché de ces contre-réformes est de « permettre de dégager de nouvelles économies budgétaires » pour tenir les engagements de réduction des dépenses publiques (budgets de rigueur et réduction des dépenses / transposition du traité TSCG / annonce d'économies de 50 milliards entre 2015 et 2017).

➤ FORCE OUVRIERE chiffre à 500 000 le nombre d'emplois publics supprimés entre 2007 et 2014 du fait des diverses contre-réformes précitées : un véritable plan de destruction, en pleine crise de l'emploi et alors que les besoins publics n'ont jamais été aussi forts.

➤ En conséquence immédiate, les drames humains (maladies, stress, dépressions, accidents, suicides) ne cessent d'augmenter dans tous les services publics. Peu importe la destruction des services, des emplois publics, des femmes et des hommes au final !

